

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

16 FEV 2022

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DU QUATRIEME TRIMESTRE 2021

Le Présent rapport fait le point d'exécution du Budget de l'année 2021. Il répond aux obligations de transparence et de redevabilité des autorités du Ministère des Finances et du Budget envers les responsables politico-administratifs, des partenaires techniques et financiers, ainsi que le public.

Il retrace et analyse les informations sur les finances publiques en général et sur l'exécution du budget de l'Etat à fin Décembre 2021 en particulier.

Ainsi il est structuré sur les points suivants :

- Rappel du contexte de l'élaboration du collectif Budgétaire 2021
- Exécution du budget à fin Décembre
- Perspectives

I. CONTEXTE D'ELABORATION DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2021

Le contexte dans lequel le budget est exécuté au cours de l'année 2021 a été principalement marqué par une détérioration de la crise sécuritaire et une résurgence de la pandémie du COVID-19. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République Centrafricaine (APPR-RCA) signé en février 2019 ont été momentanément remis en cause par les attaques de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) en décembre 2020 et janvier 2021. A cause de cette crise sécuritaire, le principal corridor était momentanément fermé. Le rebond des prix internationaux du pétrole devrait aussi contribuer à réduire les marges perçues sur la fiscalité pétrolière. Ce contexte a aussi fortement pesé sur l'économie centrafricaine et sur les finances publiques en 2021.

La fermeture au cours du premier trimestre 2021 du corridor commercial a sensiblement affecté les échanges commerciaux, et par là même, l'activité économique et les recettes de l'Etat. Dans le même temps, le Gouvernement a dû fortement accroître les dépenses militaires pour repousser les attaques de la CPC. La baisse des ressources intérieures et la hausse des charges ont entraîné une baisse rapide des réserves de liquidité.

Du fait de la détérioration de la situation sécuritaire qui a affecté les recettes tout en créant des dépenses supplémentaires, il est à craindre un risque de manque de liquidité si des solutions idoines ne sont pas prises. C'est pourquoi, il est urgent de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier à cette situation à travers un collectif budgétaire. L'objectif est de procéder à des réductions dans les dépenses jugées non prioritaires pour compenser la hausse des dépenses sécuritaires.

Pour toutes ces raisons sus-évoquées, la mise en place d'un collectif budgétaire s'est avérée indispensable.

i) L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES EN 2021

Selon la dernière édition des Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) mise à jour en avril 2021, après une contraction estimée à 3,3 % en 2020, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 6% en 2021, en raison des mesures supplémentaires de soutien budgétaire prises

B

dans quelques grandes économies et de la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux vaccins contre la pandémie du COVID-19. Cette croissance devrait se modérer à 4,4 % en 2022. Pour l'année 2021, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 6% en raison (i) des approbations de plusieurs vaccins et le lancement de la vaccination dans quelques pays en décembre 2020, (ii) des mesures de soutien budgétaires supplémentaires prises par les Etats-Unis et le Japon afin de stimuler l'activité économique et (iii) de la poursuite de la politique monétaire accommodante dans la plupart des économies développées.

Aux Etats-Unis, l'économie afficherait un taux de croissance de 6,4% en 2021 contre -3,5% en 2020.

Dans la zone euro, la croissance serait de 4,4% en 2021 contre une contraction significative à 6,6% en 2020 sous l'effet des conséquences de la pandémie du Covid-19.

En Afrique subsaharienne, le produit intérieur brut s'est contracté de 1,9% en 2020, contre +3,2% en 2019, à la suite des perturbations de l'activité économique provoqués par la pandémie du Covid-19 et les mesures de riposte qui s'en sont suivies. S'agissant des perspectives, l'Afrique Subsaharienne afficherait un taux de croissance de 3,4% en 2021, ce qui signifierait un rebond certes encourageant mais timide quand même au regard des moyennes enregistrées les années précédentes. Les prévisions d'une croissance atone en Afrique Subsaharienne en 2021 sont dues à la persistance de l'épidémie du Covid-19 dans plusieurs pays, qui fait obstacle à la reprise de l'activité économique.

Dans la zone CEMAC, dans un contexte marqué par une récession de l'activité économique mondiale et une contraction des prix du pétrole par rapport à son niveau de l'année dernière suite à la crise pandémique de la Covid-19, l'économie de la CEMAC s'est repliée au cours de l'année 2020 et caractérisée par : (i) une contraction du PIB de 2,9%, contre 2%, (ii) une progression du niveau général des prix, à 2,7% en moyenne annuelle, contre 1,9% en 2019, (iii) une détérioration du solde budgétaire base engagements, dons compris, à -2, 5% du PIB, contre, contre 1,5% du PIB en 2019 et (iv) une hausse de la masse monétaire de 8,6%, pour un taux de couverture extérieur de la monnaie maintenu à 68%. Le taux de croissance réel de l'activité de la CEMAC se situerait à 1,9% en 2021.

Au plan national, la situation économique en 2020 a été marquée par le ralentissement des activités économiques, en rapport avec la pandémie du Covid-19 et les mesures d'atténuation prises par les autorités entre mars et juin 2020, ajoutées aux difficultés sur le plan sécuritaire et leurs conséquences humanitaires, n'ont pas facilité la reprise économique en 2020. Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) a ralenti, passant de 3,8% en 2018 ; 3% en 2019 puis 1% en 2020 et -1% attendu en 2021 contre 3,5% initialement projeté. La croissance devrait se stabiliser au-delà de 4,5 % à moyen terme.

ii) LES ORIENTATIONS DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVES 2021

Le budget initial de l'exercice 2021 a été élaboré dans un contexte caractérisé au plan national par : (i) un taux de croissance du PIB projeté à 3,5%, en liaison à un regain significatif de l'activité économique ; (ii) un taux d'inflation qui serait maîtrisé en dessous de la norme

communautaire à 2,5% dû à l'approvisionnement massif des produits de consommation ; et (iii) une hausse de 14,8% des recettes domestiques.

Cependant, l'impact de la crise sécuritaire et la fermeture du corridor Bangui Garoua-boulai qui était perceptible sur le niveau des activités économiques a permis de revoir le taux de croissance du PIB réel à 1% en 2021, contre une prévision initiale de 3,5%. Cette contreperformance est imputable à certaines branches durement affectées par la crise. Il s'agit essentiellement de l'exportation et de l'importation des biens en volume au niveau du secteur extérieur ainsi que la détérioration de l'épargne nationale.

Du côté des prix, des tensions inflationnistes sont perceptibles sur les marchés à Bangui. Ainsi, le taux d'inflation passerait de 2,5% initialement prévu à 3,5%, supérieur à la norme communautaire de 3%.

Du fait de la détérioration de la situation sécuritaire qui va impacter négativement le niveau des recettes, tout en créant des dépenses supplémentaires, il y a un risque d'une crise de liquidité. Si cette situation n'est pas résolue, elle pourrait empêcher l'Etat d'honorer ses obligations au cours des prochains mois. C'est pourquoi, l'objectif recherché dans le cadre du collectif budgétaire, est de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier à cette situation. Surtout que le pays est en négociation avec le FMI pour la conclusion d'un programme de référence qui est un mécanisme pour remettre en route le programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC), il est plus qu'urgent de présenter un projet de collectif budgétaire conforme aux conclusions des discussions avec les services du FMI lors de la mission virtuelle du 04 au 20 mai 2021.

En vue de contenir le déficit à un niveau soutenable, il est impératif de rationaliser les dépenses publiques en réduisant des crédits de certaines lignes non prioritaires.

En matière de recettes, le Gouvernement doit intensifier des efforts en vue de mobiliser autant des ressources domestiques afin de faire face aux effets des crises sécuritaire et sanitaire liée au Covid-19.

S'agissant des dépenses, le Gouvernement doit veiller à ce que les prévisions révisées des dépenses soient conformes aux objectifs du programme qui est en cours de discussion avec le FMI.

C'est à travers ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du Collectif Budgétaire 2020 ont été arrêtées.

Le tableau suivant présente les grandes masses de la Loi de Finances Rectificative 2021.

Tableau n° 1 : Prévisions de grandes masses du Collectif Budgétaire 2021
(en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Collectif 2021 (en milliers de francs CFA)
RESSOURCES TOTALES	261 297 744
Ressources propres	121 200 931
Douanes	56 800 000
Impôts	54 600 000
Trésor	9 800 931
Ressources extérieures	140 096 813
Appuis budgétaires	53 500 000
Appuis projets	86 596 813
<i>Dons projets</i>	79 311 749
<i>Emprunts projets</i>	7 285 064
CHARGES TOTALES	284 208 432
Dépenses primaires	170 050 361
Personnel	72 048 844
Biens et services	52 012 991
Frais financiers	4 178 970
Transferts et subventions	41 809 556
Dépenses d'investissement	106 128 421
<i>Sur ressources propres</i>	19 531 608
<i>Sur ressources extérieures</i>	86 596 813
Dépenses de rembours. de la dette	8 029 650
Solde budgétaire	-
	22 910 688

Source : LFR 2021

Figure n° 1 : Répartition des Ressources

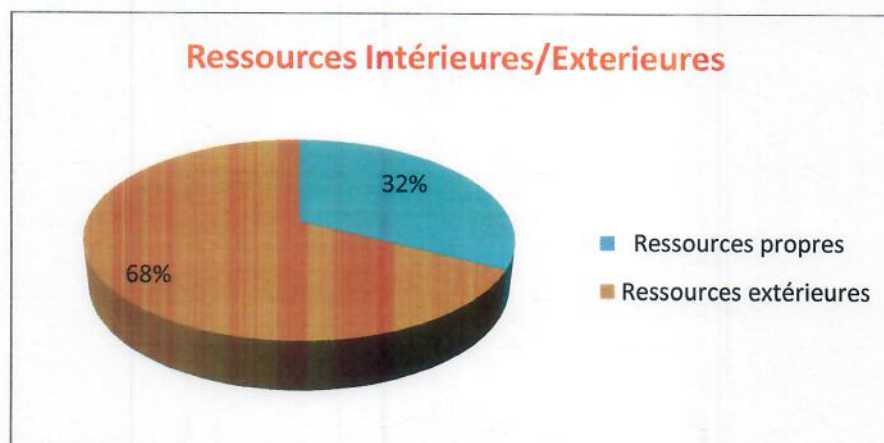
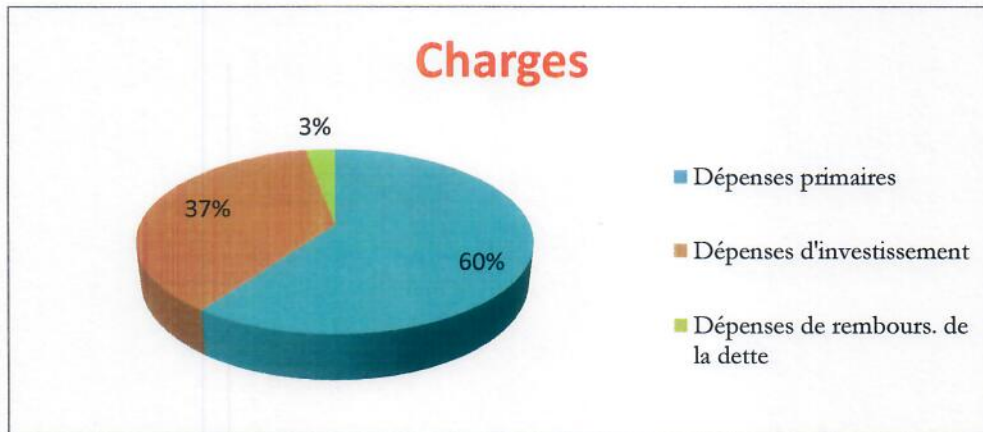


Figure n° 2 : Répartition des Charges



II. EXECUTION DU BUDGET AU 4EME TRIMESTRE 2021

A fin décembre 2021, les ressources mobilisées ont atteint 280,34 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 107,29%, ce qui est démontré que l'objectif est largement atteint. En comparaison à l'exercice 2020, une baisse de 7,0% est observée, expliquée par l'absence des appuis budgétaires.

Au cours de cette même période, l'exécution des dépenses se chiffre à hauteur de 241,66 milliards de francs CFA sur une dotation de 284,21 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 85,03%. Comparé à la même période de l'année dernière, le niveau d'exécution a connu une baisse de 3,36%. Cette situation s'explique par le faible niveau d'exécution des dépenses d'investissement sur ressources extérieures observé au cours de l'exercice 2021.

Le tableau ci-dessous décrit les grandes masses tant en ressources qu'en charges.

Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges des réalisations à fin décembre 2021 (en milliers de francs CFA)

	Total réalisation à fin décembre 2020	Prévision Collectif 2021	Total réalisation au 1er semestre 2021	Total réalisation au 2e semestre 2021	Total réalisation à fin décembre 2021	Taux de réalisation
RESSOURCES	301 461 891	261 297 744	111 839 276	168 503 063	280 342 339	107,29%
Ressources intérieures	174 544 000	121 200 931	102 006 000	126 071 000	228 077 000	188,18%
Ressources propres	125 708 000	121 200 931	63 140 000	62 770 000	125 910 000	103,89%
Douanes	55 019 000	56 800 000	27 818 000	30 982 000	58 800 000	103,52%
Impôts	52 916 000	54 600 000	26 868 000	21 854 000	48 722 000	89,23%
Trésor	17 773 000	9 800 931	8 454 000	9 934 000	18 388 000	187,61%
Emprunts	48 836 000		38 866 000	63 301 000	102 167 000	
<i>Bon du Trésor</i>	18 493 000		20 313 000	28 301 000	48 614 000	
<i>FMI et autres</i>	30 343 000		18 553 000	35 000 000	53 553 000	
Ressources extérieures	126 917 891	140 096 813	9 833 276	42 432 063	52 265 339	37,31%
Appuis budgétaires	70 654 000	53 500 000	-		-	0,00%
Appuis projets	56 263 891	86 596 813	9 833 276	42 432 063	52 265 339	60,35%
<i>Dons projets</i>	49 989 196	79 311 749	6 805 234	42 085 221	48 890 455	61,64%
<i>Emprunts projets</i>	6 274 695	7 285 064	3 028 042	346 842	3 374 884	46,33%
CHARGES	250 053 412	284 208 432	115 562 626	126 097 925	241 660 551	85,03%
Dépenses primaires	164 976 014	170 580 361	96 879 350	74 263 468	171 142 818	100,33%
Personnel	66 153 014	72 048 844	38 043 387	39 520 343	77 563 730	107,65%
Biens et services	46 236 000	52 542 991	31 653 963	20 861 028	52 514 991	99,95%
Frais financiers	4 346 000	4 178 970	-	410 837	410 837	9,83%
Transferts et subventions	48 241 000	41 809 556	27 182 000	13 471 260	40 653 260	97,23%
Dépenses d'investissement	84 762 891	106 128 421	18 683 276	51 834 457	70 517 733	66,45%
<i>Sur ressources propres</i>	28 499 000	19 531 608	8 850 000	9 402 394	18 252 394	93,45%
<i>Sur ressources extérieures</i>	56 263 891	86 596 813	9 833 276	42 432 063	52 265 339	60,35%
Dépenses de remboursements de la dette	314 507	8 029 650	-		-	0,00%

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP, et DGPE (MEPC)

II.1) Situation des ressources mobilisées

Les données relatives aux ressources sont collectées auprès des régies financières et de la Direction Générale de la Programmation Economique du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

II.1.1) Ressources intérieures

Les ressources intérieures à fin décembre 2021 se chiffrent à hauteur de 228,08 milliards de francs CFA. Celles-ci sont constituées de ressources propres (125,91 milliards de FCFA dont 1,78 de la



cession d'actions de l'Etat au profit de la BGF Bank) et des emprunts (102,17 milliards de francs CFA).

Comparativement à l'exercice 2020 de la même période, une hausse de 30,67% est observée, consécutivement à une forte mobilisation des emprunts.

a) Ressources propres

A fin décembre 2021, les recettes domestiques mobilisées par les trois régies financières ont atteint la somme de 125,91 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 121,20 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 103,89%, ce qui est supérieur à la prévision. En comparaison à la même période de l'année dernière, on constate une légère hausse de 0,16%.

La situation de mobilisation des recettes propres à fin décembre 2021 est retracée dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° 3 : Situation des ressources propres à fin décembre 2021 (en milliers de francs CFA).

Recettes des Régies	Total réalisation à fin décembre 2020	Prévision collectif 2021	Total réalisation au 1er Semestre 2021	Total réalisation au 2e semestre 2021	Total réalisation à fin décembre 2021	Taux de Réalisations
Douanes	55 019 000	56 800 000	27 818 000	30 982 000	58 800 000	103,52%
Impôts	52 916 000	54 600 000	26 868 000	21 854 000	48 722 000	89,23%
Trésor	17 773 000	9 800 931	8 454 000	9 934 000	18 388 000	187,61%
TOTAL	125 708 000	121 200 931	63 140 000	62 770 000	125 910 000	103,89%

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

A fin décembre 2021, la DGDDI a recouvré au total la somme de 58,80 milliards de francs CFA sur une prévision de 56,80 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 103,52%. Cette situation s'explique par les actions en recouvrement qui a permis de collecter plus de recettes à travers les amendes et les autres recettes douanières, ce qui est supérieur à la cible de 100% visée. Par rapport à la même période en 2020, on observe une augmentation de 6,87%. Toutefois, cette hausse devrait être plus importante si les exonérations accordées aux partenaires qui se chiffrent à hauteur de 71,28 milliards de francs CFA étaient maîtrisées.

Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des recettes de la DGDDI par nature économique.

Tableau n° 4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin septembre 2021 (en milliers de francs CFA).

	Total réalisation à fin décembre 2020	Prévision Collectif 2021	Total réalisation au 1er Semestre 2021	Total réalisation au 2e semestre 2021	Total réalisation à fin décembre 2021	Taux de réalisation
Recettes fiscales	45 533 334	49 730 572	24 633 526	28 808 634	53 442 160	107,46%
Droits de sorties	687 671	469 668	205 358	213 434	418 792	89,17%
Amendes et pénalités	471 954	369 031	205 485	253 674	459 159	124,42%
Recettes affectées	7 252 442	5 501 959	2 431 834	1 018 000	3 450 834	62,70%
Autres recettes	1 073 599	728 770	341 797	688 257	1 030 054	141,34%
TOTAL	55 019 000	56 800 000	27 818 000	30 982 000	58 800 000	103,52%

Source : DGDDI

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Les recettes recouvrées par la DGID au 31 décembre 2021 s'élèvent globalement à 48,72 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 54,60 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 89,23% ce qui est inférieur à l'objectif de 100%. Comparativement au précédent exercice, une régression de 7,93% est observée.

Le tableau ci-après présente les recettes recouvrées par la DGID à fin décembre 2021.

Tableau n° 5 : Situation des recettes de la DGID a fin décembre 2021 (en milliers de francs CFA).

	Total réalisation à fin décembre 2020	Prévision Collectif 2021	Total réalisation au 1er Semestre 2021	Total réalisation au 2e semestre 2021	Total réalisation à fin décembre 2021	Taux de réalisation
Recettes fiscales	42 073 511	45 749 515	23 658 383	19 900 852	43 559 235	95,21%
Recettes non fiscales	7 500 629	7 433 363	2 418 579	1 703 520	4 122 099	55,45%
Recettes sur exercices antérieurs	397 117	552 850	3 994		3 994	0,72%
Produits divers et exceptionnels	2 944 743	864 272	787 045	249 627	1 036 672	119,95%
TOTAL	52 916 000	54 600 000	26 868 000	21 854 000	48 722 000	89,23%

Source : DGID

➤ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

Au 31 décembre 2021, la DGTCP a mobilisé au total un montant de 18,39 milliards de francs CFA sur une prévision de 9,80 milliards de francs CFA représentant un taux de recouvrement de 187,61%. Ce dépassement est lié au montant des recettes des offices publics reversé sur le Compte Unique du Trésor et à la comptabilisation des retenues sur salaires dans les performances de la DGTCP.

b) Les emprunts

A fin décembre 2021, le montant des emprunts s'élève à hauteur de 102,17 milliards de francs CFA constitué de Bons de Trésor/OTA (48,61 milliards de francs CFA) et de l'appui du FMI (53,55 milliards de francs CFA) au Gouvernement Centrafricain afin de soutenir la trésorerie.

II.1.2) Financement extérieur

Au 31 décembre 2021, la mobilisation des ressources extérieures se chiffre à 52,26 milliards de francs CFA sur une prévision de 140,10 milliards de francs CFA, correspondant à un taux de mobilisation de 37,31%. Comparé à la mobilisation de fin décembre 2020, une baisse de 58,82% a été enregistrée. Cette baisse s'explique en partie par l'absence des appuis budgétaires.

II.2) Situation de l'exécution des dépenses

Au cours de la période sous revues, l'exécution des dépenses publiques a été réalisée dans un contexte marqué par la propagation de la pandémie du Covid-19 et la crise militaro-politique obligeant le Gouvernement à suspendre la prise en charge de certaines dépenses jugées non prioritaires en vue de réorienter ces fonds dans les secteurs de la santé, de la défense et de la sécurité.

L'analyse de ces dépenses est faite à partir des données extraites de l'applicatif GES'CO et celles collectées auprès du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale en ce qui concerne les appuis projets.

II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses

L'exécution des dépenses à fin décembre 2021 affiche un niveau de réalisation base engagement d'un montant de 241,66 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 284,21 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 85,03%.

Le tableau ci-après présente la synthèse de l'exécution des dépenses par titre au 4^{ème} trimestre 2021.

Tableau n° 6 : Exécution des dépenses par titre à fin décembre 2021 (en milliers de francs CFA).

	Total réalisation à fin décembre 2020	Prévision Collectif 2021	Total réalisation au 1er semestre 2021	Total réalisation au 2e semestre 2021	Total réalisation à fin décembre 2021	Taux de réalisation
CHARGES	250 053 412	284 208 432	115 562 626	126 097 925	241 660 551	85,03%
Dépenses primaires	164 976 014	170 580 361	96 879 350	74 263 468	171 142 818	100,33%
Personnel	66 153 014	72 048 844	38 043 387	39 520 343	77 563 730	107,65%
Biens et services	46 236 000	52 542 991	31 653 963	20 861 028	52 514 991	99,95%
Frais financiers	4 346 000	4 178 970	-	410 837	410 837	9,83%
Transferts et subventions	48 241 000	41 809 556	27 182 000	13 471 260	40 653 260	97,23%
Dépenses d'investissement	84 762 891	106 128 421	18 683 276	51 834 457	70 517 733	66,45%
<i>Sur ressources propres</i>	28 499 000	19 531 608	8 850 000	9 402 394	18 252 394	93,45%
<i>Sur ressources extérieures</i>	56 263 891	86 596 813	9 833 276	42 432 063	52 265 339	60,35%
Dépenses de remboursements de la dette	314 507	8 029 650	-	-	-	0,00%

Sources : DGPE et DGPE (MEPC)

a) Dépenses primaires

A fin décembre 2021, les dépenses primaires constituées des dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux subventions accordées à certains organismes et les budgets extraordinaires en capital (BEC) sont exécutées à hauteur de 171,14 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 170,58 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 100,33%.

En comparaison à l'exercice antérieur de la même période, une hausse de 3,74% a été constatée.

✓ Dépenses du personnel

Les dépenses relatives au traitement du personnel à fin décembre 2021 se chiffrent à hauteur de 77,56 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 72,05 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 107,65%, supérieur à la prévision annuelle. En Comparaison au niveau d'exécution de la même période en 2020, une hausse de 17,25% a été constatée, ce qui se justifie par la prise en charge salariale des nouveaux intégrés dans la Fonction Publique et surtout les nouvelles recrues dans l'Armée et la Sécurité Publique.

✓ Dépenses des biens et services

Au 31 décembre 2021, sur une dotation annuelle de 52,54 milliards de francs CFA, le montant des dépenses des biens et services base engagement s'élève à 52,51 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 99,95%.

En comparaison à la même période de l'année 2020, une progression de 13,58% a été observée.

R

✓ Dépenses des frais financiers

Au cours de l'année 2021, un montant de 0,41 milliard relatif aux frais financiers liés aux différents frais bancaires a été régularisé.

✓ Dépenses de transferts et subventions

A fin décembre 2021, sur une prévision de 41,81 milliards de francs CFA, le montant des dépenses de transferts et subventions s'élève à 40,65 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 97,23%. En comparaison à la même période en 2020, une baisse de 15,73% a été constatée.

b) Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement au 31 décembre 2021 ont été exécutées à hauteur de 70,52 milliards de francs CFA, sur une dotation de 106,13 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 66,45%.

Les investissements sur ressources propres se chiffrent à 18,25 milliards de francs CFA sur une prévision de 19,53 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 93,45%. Comparé à l'exercice 2020 de la même période, une baisse importante de 35,95% a été observée.

Concernant les dépenses d'investissements sur ressources extérieures, elles ont été exécutées à hauteur de 52,26 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 86,60 milliards de francs CFA, représentant un taux d'exécution de 60,35%. Comparativement à l'exercice 2020 de la même période, on observe une régression de 7,11%.

c) Solde Budgétaire Global (SBG)

L'exécution Budgétaire à fin décembre 2021 fait dégager un excédent du solde budgétaire d'un montant de 40,47 milliards de francs CFA. Ce solde est loin de la réalité, car les dépenses relatives aux remboursements et aux frais financiers n'ont pas été entièrement régularisées.

II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement

L'analyse des dépenses effectuées par Ordre de Paiement au 31 décembre 2021 présente un niveau de réalisation de 7,37 milliards de francs CFA. Le montant exécuté au cours de la période sous revue est en retrait de 3,95% du montant de l'exercice 2020. Ce montant représente 6,63% des dépenses totales exécutées hors salaires, frais financiers, investissement sur ressources extérieures, et remboursement de la dette.

Le tableau ci-après met en exergue les dépenses exécutées par Ordre de Paiement.

Tableau n° 7 : Situation de l'exécution des dépenses par Ordre de Paiement au 31 décembre 2021 hors salaires (en milliers de francs CFA).

Nature des dépenses	Exécution OP à fin décembre 2020	Exécution OP au 1er Semestre 2021	Exécution OP au 2e semestre 2021	Exécution OP à Fin décembre 2021
Biens et services	6 131 568	3 171 462	2 400 286	5 571 748
Frais financiers	-	-		-
Intervention	1 494 462	902 151	901 831	1 803 982
Investissement	-	-		-
Remboursement de la dette	-	-		-
Total	7 626 030	4 073 613	3 302 117	7 375 730

Source : DGB (Ges'Co)

II.2.3) Analyse des dépenses sociales hors salaires

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, des Affaires Sociales, de la Promotion de la Femme, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie, des PME – PMI, de l'Agriculture et du Développement Rural.

Ces dépenses sont suivies dans le cadre du programme conclu avec la Banque Mondiale et sont constituées chacune des indicateurs. Le chiffre global de prévision des dépenses sociales s'élève à 81,65 milliards de francs CFA et leur exécution à fin décembre 2021 se chiffre à 40,93 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 50,13%.

Par rapport à la même période de l'exercice antérieur, une baisse de 23,95% a été enregistrée.

L'analyse des dépenses sociales est élaborée selon les titres de fonctionnement, d'intervention et d'investissement.

a) Fonctionnement

L'exécution des dépenses de fonctionnement des secteurs sociaux à fin décembre 2021 s'élève à hauteur de 12,74 milliards de francs CFA sur une prévision de 13,41 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 95,01%. comparé à la même période de l'année dernière, une baisse de 3,47 milliards de francs CFA a été observée.

b) Intervention

Sur une dotation annuelle de 12,38 milliards de francs CFA, les dépenses d'intervention au 31 décembre 2021 ont été engagées à l'ordre de 8,03 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 64,89% faisant apparaître une hausse de 20,16% en comparaison à la même période de l'année 2020.

c) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissements à fin décembre 2021 se chiffre à 20,16 milliards de francs CFA sur une dotation de 55,86 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 36,09%. Ce taux d'exécution s'explique par la faible mobilisation des ressources extérieures.

Le tableau ci-dessous met en relief les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n° 8 : Récapitulatif des dépenses sociales au 31 décembre 2021 (en milliers de francs CFA).

	Réalisations à fin décembre 2020	Dotation Collectif 2021	Réalisations au 1er semestre 2021	Réalisations au 2e semestre 2021	Réalisations à fin décembre 2021	Taux d'exécution
Education	15 208 404	13 692 093	3 501 973	5 603 248	9 105 221	66,50%
Titre II: Fonctionnement	6 330 824	4 658 456	2 127 354	2 778 991	4 906 345	105,32%
Titre IV: Intervention	2 167 129	2 923 500	1 374 619	739 846	2 114 465	72,33%
Titre V: Investissement	6 710 451	6 110 137	-	2 084 411	2 084 411	34,11%
<i>Sur ressources propres</i>	1 128 651	930 387		300 091	300 091	
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 581 800	5 179 750		1 784 320	1 784 320	
Santé	16 768 824	35 359 123	6 129 421	11 979 941	18 109 362	51,22%
Titre II: Fonctionnement	8 409 498	7 508 996	3 155 890	3 808 401	6 964 291	92,75%
Titre IV: Intervention	1 945 000	5 402 750	1 120 460	2 144 966	3 265 426	60,44%
Titre V: Investissement	6 414 326	22 447 377	1 853 071	6 026 574	7 879 645	35,10%
<i>Sur ressources propres</i>	2 930 801	4 737 355	1 853 071	2 258 190	4 111 261	
<i>Sur ressources extérieures</i>	3 483 525	17 710 022	-	3 768 384	3 768 384	
Action Humanitaire	7 137 334	2 323 082	145 417	1 182 459	1 327 876	57,16%
Titre II: Fonctionnement	152 887	135 063	74 219	41 490	115 709	85,67%
Titre IV: Intervention	494 755	1 101 219	35 900	132 600	168 500	15,30%
Titre V: Investissement	6 489 692	1 086 800	35 298	1 008 369	1 043 667	96,03%
<i>Sur ressources propres</i>	64 980	61 800	35 298		35 298	
<i>Sur ressources extérieures</i>	6 424 712	1 025 000		1 008 369	1 008 369	
Promotion de la Femme	1 222 811	1 323 247	57 112	1 457 989	1 515 101	114,50%
Titre II: Fonctionnement	90 247	127 750	57 112	24 445	81 557	63,84%
Titre IV: Intervention	-	315 000	-	259 493	259 493	82,38%
Titre V: Investissement	1 132 564	880 497	-	1 174 051	1 174 051	133,34%
<i>Sur ressources propres</i>	89 973	104 500		9 639	9 639	
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 042 591	775 997		1 164 412	1 164 412	
Développement Rural	6 378 290	13 686 107	127 500	4 257 338	4 384 838	32,04%
Titre II: Fonctionnement	587 144	419 661	81 986	213 987	295 973	70,53%
Titre IV: Intervention	1 163 260	2 193 000	45 514	1 513 846	1 559 360	71,11%
Titre V: Investissement	4 627 886	11 073 446	-	2 529 505	2 529 505	22,84%
<i>Sur ressources propres</i>	1 014 391	485 274		146 699	146 699	
<i>Sur ressources extérieures</i>	3 613 495	10 588 172		2 382 806	2 382 806	
Energie	6 337 398	14 711 709	288 781	5 758 239	6 047 020	41,10%

Titre II: Fonctionnement	394 229	336 800	49 781	153 892	203 673	60,47%
Titre IV: Intervention	584 853	110 702	195 160	200 419	395 579	357,34%
Titre V: Investissement	5 358 316	14 264 207	43 840	5 403 928	5 447 768	38,19%
<i>Sur ressources propres</i>	1 603 456	772 500	43 840	150 000	193 840	
<i>Sur ressources extérieures</i>	3 754 860	13 491 707		5 253 928	5 253 928	
PME-PMI	291 513	199 000	40 125	134 456	174 581	87,73%
Titre II: Fonctionnement	33 249	39 000	4 500	20 250	24 750	63,46%
Titre IV: Intervention	159 736	160 000	35 625	114 206	149 831	93,64%
Titre V: Investissement	98 528	-	-	-	-	
<i>Sur ressources propres</i>	98 528			-	-	
<i>Sur ressources extérieures</i>	-	-	-		-	
Elevage et Santé Animale	479 068	356 150	68 786	199 566	268 352	75,35%
Titre II: Fonctionnement	213 003	184 650	11 786	137 568	149 354	81%
Titre IV: Intervention	169 515	171 500	57 000	61 998	118 998	69,39%
Titre V: Investissement	96 550	-	-	-	-	
<i>Sur ressources propres</i>	96 550				-	
<i>Sur ressources extérieures</i>		-			-	
Total Fonctionnement	16 211 081	13 410 376	5 619 628	7 179 024	12 741 652	95,01%
Total Intervention	6 684 248	12 377 671	2 819 064	5 167 374	8 031 652	64,89%
Total Investissement	30 928 313	55 862 464	1 932 209	18 226 838	20 159 047	36,09%
<i>Sur ressources propres</i>	7 027 330	7 091 816	1 932 209	2 864 619	4 796 828	67,64%
<i>Sur ressources extérieures</i>	23 900 983	48 770 648	-	15 362 219	15 362 219	31,50%
Total sur ressources propres	29 922 659	32 879 863	10 370 901	15 211 017	25 570 132	77,77%
TOTAL GENERAL	53 823 642	81 650 511	10 370 901	30 573 236	40 932 351	50,13%

Sources : DGB et DGPE (MEPC)

III. PERSPECTIVES

L'exécution du budget au cours de l'année 2021 a été principalement marqué par une détérioration de la crise sécuritaire et une résurgence de la pandémie du COVID-19 ; ce qui a engendré des dépenses supplémentaires.

Au regard des défis majeurs auxquels le pays est confronté, la priorité sera de poursuivre le processus de renforcement des finances publiques. Ceci, par l'amélioration des capacités de recouvrement des ressources intérieures tout en poursuivant la maîtrise des dépenses publiques, notamment celles relatives à la masse salariale et autres dépenses courantes.



Alexis GUENENGAFO
 Directeur Général du Budget